

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 28 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SEDE ENVIRONNEMENT**

11 route Nationale  
62147 Graincourt-lès-Havrincourt

Références : 2023 - E30046  
Code AIOT : 0005106416

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement SEDE ENVIRONNEMENT implanté LIEU-DIT DERRIERE LES CARREAUX 80120 Regnière-Écluse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEDE ENVIRONNEMENT
- LIEUDIT DERRIERE LES CARREAUX 80120 Regnière-Écluse
- Code AIOT : 0005106416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEDE Environnement exploite une installation de compostage de déchets non dangereux et non inertes sur le territoire de la commune de Regnière-Ecluse. Elle est notamment autorisée à exercer ses activités selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014 complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2019.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des non-conformités de l'inspection du 5 juin 2019
- action régionale Bref WT

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Eau (consommation et collecte) : entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Gestion des déchets entrants : cahier des charges	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11
2	Gestion des déchets entrants : conditions d'admission	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
3	Gestion des déchets entrants : fermentation	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13
4	Eau (consommation et collecte) : origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.1.1.
5	Eau (consommation et collecte) : protection des réseaux d'eau potable et de	Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.1.2
6	Eau (consommation et collecte) : plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.2.2
8	Capacité maximale de matières traitées	Arrêté Préfectoral du 22/12/2017
9	Consignes d'exploitation et formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 2.1.2 et 7.3.4
10	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
11	Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2022, article I Annexe 3.1 (e)
12	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22
13	Traitement biologique - compostage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la non-conformité récurrente, il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets entrants : cahier des charges

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, cahier des charges
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.  Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également : <ul style="list-style-type: none"><li>- la description du procédé conduisant à la production de boues ;</li><li>- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;</li><li>- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;</li><li>- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté.</li></ul> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u> <i>Non-conformité n° 1 : le certificat d'acceptation préalable des boues provenant de la station d'épuration de Marquette-Lez-Lille ne mentionne pas si des effluents non domestiques sont traités par le procédé.</i>  <u>Inspection du 14 février 2023 :</u> Par courrier du 16 juillet 2019, l'exploitant a transmis le document d'acceptation préalable des boues provenant de la station d'épuration de Marquette-lez-Lille de 2019, accompagné de la liste des effluents non domestiques. La station d'épuration reçoit et traite les rejets d'effluents non domestiques de plusieurs établissements (ICPE et non ICPE). Les analyses jointes réalisées sur les boues pour l'année 2018 ne montrent pas de dépassement par rapport aux valeurs limites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des déchets entrants : conditions d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site [...]. Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;</li><li>- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;</li><li>- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;</li><li>- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R.514-8 du code de l'environnement ;</li><li>- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.</li></ul>
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u> <i>Non-conformité n° 2 : l'exploitant n'enregistre pas la date prévisionnelle de fin de traitement pour les boues issues du traitement des eaux usées (exemple : boues urbaines en provenance de la station d'épuration de Marquette-Lez-Lille).</i>  <u>Inspection du 14 février 2023 :</u> Par courrier du 16 juillet 2019, l'exploitant a transmis un exemple de registre de déchets entrants prenant en compte l'ajout d'une date prévisionnelle de fin de traitement. Il a précisé que la requête d'ajout a été réalisée auprès de l'exploitant du logiciel et que la demande est en cours de traitement et qu'il a bien pris acte que l'objectif est bien que les registres de déchets comportent cette date.  Lors de l'inspection, un extrait du registre des entrées a été vu sur le site et comporte une colonne indiquant une date prévisionnelle de traitement. Par exemple pour l'andain A113/22, la date prévisionnelle était le 28 novembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion des déchets entrants : fermentation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fermentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées à l'annexe I. Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée. À l'issue de la phase aérobie, le compost est dirigé vers la zone de maturation. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u> <i>Non-conformité n° 3 : les éléments transmis par l'exploitant ne permettent pas de vérifier que le lot LMCU 21/2019 a bien atteint la température de 55°C pendant une durée minimale de 72 heures au cours du processus de fermentation.</i>  <u>Inspection du 14 février 2023:</u> Par courrier du 16 juillet 2019, l'exploitant a indiqué qu'un lot est réparti en plusieurs andains et qu'il disposait de 10 sondes qui tournent en permanence.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir revu complètement son système de sondes. Il dispose actuellement de 6 sondes et met une sonde par andain pour le contrôle de la température. L'exploitant dispose du système Quanturi qui a été paramétré pour vérifier que l'andain a bien atteint les 55°C pendant une durée minimale de 72 heures au cours du processus de fermentation.  L'exploitant a transmis le rapport du suivi du lot A113/22 daté du 31 octobre 2022 ; celui-ci fait apparaître le début de la phase de fermentation (20 septembre 2022), le paramètre « $\geq 55^{\circ}\text{C}$ / 3 j », la date à laquelle les objectifs de température ont été atteints à savoir le 24 septembre 2022 et le relevé de températures détaillé. Le relevé de températures montre que les 55 °C sont atteints à partir du 21 septembre 2022 (0h56), que les températures continuent d'augmenter et restent supérieures à 55 °C jusqu'au 26 septembre 2022 (9h24), soit plus de 72 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Eau (consommation et collecte) : origine des approvisionnements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu sont limités aux quantités suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- Origine de la ressource : Réseau public</li><li>- Consommation maximale annuelle : 2 000 m<sup>3</sup></li></ul> [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u> <i>Non-conformité n° 6 : les relevés de consommation ne sont pas effectués tous les mois (pas de relevé en février 2018).</i>  <i>Non-conformité n° 7 : les relevés de consommation transmis par l'exploitant ne permettent pas de vérifier les consommations totales annuelles (en 2018 : 1<sup>er</sup> relevé le 16 janvier 2018 et dernier relevé effectué le 11 décembre 2018).</i>  <u>Inspection du 14 février 2023:</u> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau excel dans lequel, il reporte chaque début de mois, le chiffre présent sur le compteur d'eau et calcule la consommation mensuelle du site. Le tableau pour l'année 2022 a été présenté : le site a consommé 545 m <sup>3</sup> d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Eau (consommation et collecte) : protection des réseaux d'eau potable et de**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Le système de disconnexion équipant le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doit être vérifié régulièrement et entretenu.
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u> <i>Non-conformité n° 8 : l'exploitant a déclaré, par courriel du 14 juin 2019, qu'il ne disposait pas de dispositif de disconnexion équipant le raccordement au réseau public. Néanmoins, il a précisé qu'il allait faire le nécessaire pour en installer un et intégrer également un contrôle annuel de ce dernier.</i>  <u>Inspection du 14 février 2023 :</u> L'exploitant a indiqué qu'un disconnecteur est présent, qu'il est contrôlé annuellement par l'Apave. Le dernier contrôle a été réalisé le 28 décembre 2022 et conclut au bon fonctionnement du dispositif. Lors de la visite du site, le disconnecteur a été vu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Eau (consommation et collecte) : plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards,...),</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u> <i>Non-conformité n° 9 : le plan transmis ne fait pas apparaître les vannes ni les regards.</i>  <u>Inspection du 14 février 2023 :</u> Suite à l'inspection de 2019, l'exploitant a transmis un plan des réseaux daté du 7 juin 2019. Celui-ci fait apparaître les différents réseaux (lixiviats, eaux vannes, eaux pluviales, eau potable), le compteur d'eau, le disconnecteur, les vannes guillotines pour les eaux pluviales, le séparateur d'hydrocarbures et les regards présents sur le site.  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des réseaux daté du 8 novembre 2019. Celui-ci présente les mêmes éléments mais est moins annoté.  <b>Observation : L'exploitant poursuivra l'annotation des éléments du plan pour en faciliter la lecture comme celui du 7 juin 2019.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Eau (consommation et collecte) : entretien et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien et surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u>  <i>Non-conformité n° 10 : l'exploitant n'a pas justifié qu'il effectue régulièrement le contrôle du bon état et de l'étanchéité de ses réseaux de collecte des effluents.</i></p> <p><u>Inspection du 14/ février 2023 :</u>  L'exploitant a indiqué faire réaliser périodiquement un nettoyage complet des canalisations présentes sur le site. Il a précisé faire appel au prestataire Le Camion Blanc.</p> <p>L'exploitant a transmis les factures du prestataire Le Camion Blanc qui est intervenu les 7 mars 2022, 19 mai 2022, 20 octobre 2022 et 13 décembre 2022. Sur les 3 dernières factures, il est précisé que l'intervention a porté sur les canalisations.</p> <p>Ces documents permettent de justifier que l'exploitant procède à un nettoyage de ses canalisations. Cependant, ils ne permettent pas de s'assurer que le réseau de collecte des effluents est en bon état .</p> <p><b>Non-conformité 1 : L'exploitant n'est pas en mesure de pouvoir justifier qu'il s'assure du bon état et de l'étanchéité de ses réseaux de collecte des effluents.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Capacité maximale de matières traitées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2017
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacité maximale de matières traitées
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité maximale de matières traitées est de 35 000 tonnes/an soit 134,6 tonnes/jour [rubrique 2780-2.a : installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale]</p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Inspection du 5 juin 2019 :</u>  <i>Non conformité n° 10 : en 2018, l'exploitant a dépassé la quantité maximale de matières traitées sur son site (36 298 tonnes).</i></p> <p><u>Inspection du 14 février 2023 :</u>  L'exploitant a indiqué ne plus dépasser les 35 000 tonnes par an.  Il a précisé réaliser des points mensuels en lien avec le tableau des entrées /sorties.  Sur l'année 2022, l'exploitant a traité 30 923,37 tonnes de matières, soit en dessous de la quantité maximale autorisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Consignes d'exploitation et formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 2.1.2 et 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014 « L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer [...] en période [...] de dysfonctionnement. »</p> <p>Article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014 « Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Inspection du 5 juin 2019 :</u></p> <p><i>Non-conformité n° 11 : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de consigne relative à la conduite à tenir en cas de montée en température anormale des andains.</i></p> <p><i>Non-conformité n° 12 : les opérateurs en charge des installations ont indiqué ne pas avoir été formé à la conduite à tenir en cas de montée en température anormale des andains.</i></p> <p><u>Inspection du 14 février 2023 :</u></p> <p>Par courrier du 16 juillet 2019, l'exploitant a transmis une copie des consignes « Conduite à tenir en cas d'augmentation anormale de la température dans les andains » et une fiche « causerie sécurité » concernant la formation des agents à ces consignes, réalisée le 15 juillet 2019.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir toujours la même procédure, seuls les contacts et leurs coordonnées ont été mis à jour. Il a précisé que ces consignes étaient transmises aux nouveaux arrivants (remplacement des agents en poste pour congés et /ou maladie) et rappelées si besoin aux agents en place lors de l'exercice annuel en situation d'urgence.</p> <p>Concernant la formation des nouveaux agents, l'exploitant a présenté des documents relatifs au dernier agent recruté pour le remplacement d'un titulaire pour l'été 2022. Ces documents indiquent que l'agent a été formé à la gestion des incendies sur une plateforme de compostage.</p> <p>Concernant le recyclage de formation sur ce point, l'exploitant a indiqué qu'il est prévu de le réaliser cette année en lien avec une mise en situation, un retour d'expérience et une sensibilisation si besoin. L'exploitant a ajouté mettre en place une périodicité de recyclage de 3 ans à partir de cette année.</p> <p><b>Observation : L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'exercice réalisé sur la conduite à tenir en cas de montée de température anormale des andains.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
<b>Constats :</b> Le site réceptionne 3 types de déchets : les déchets verts, les boues et les cendres.  L'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les boues sont stockées dans des casiers bétons, présents au fond du site, à côté du bâtiment de fermentation,</li><li>- les cendres sont stockées en tas, à proximité du mur qui ceinture pour partie le site,</li><li>- les déchets verts sont stockés au milieu du site, à proximité du pont bascule,</li><li>- l'orientation des déchets vers la zone de stockage est prise en charge par un agent.</li></ul> L'exploitant a remis : <ul style="list-style-type: none"><li>- une synoptique du process du site qui mentionne et représente les différentes étapes et si elles se font en extérieur ou sous abri (telle que la fermentation),</li><li>- le plan qualité du site qui décrit les différentes étapes du process, les contrôles, la fréquence, la valeur cible, la correction, les consignes et la traçabilité (registres),</li><li>- un extrait du registre de production pour l'andain A113/22 qui mentionne les différentes étapes et les emplacements de départ et d'arrivée,</li><li>- des consignes relatives à la réception des 3 types de déchets.</li></ul> Lors de la visite du site, les emplacements des différents déchets réceptionnés ont été vus, de même pour les emplacements des différentes étapes du process (fermentation en extérieur, sous bâtiment et maturation en extérieur).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Capacité de stockage appropriée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2022, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li><li>- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li><li>- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que pour éviter l'accumulation des déchets : <ul style="list-style-type: none"><li>- des points hebdomadaires sont réalisés pour évaluer la charge de la plate-forme,</li><li>- il utilise un logiciel GESTCOMP pour le suivi (permet d'éviter qu'il y ait un « bouchon » sur le process), et en particulier le « planning des opérations » qui permet de visualiser les opérations en cours, à venir et de dresser un prévisionnel des étapes du process pour chaque andain (retournements extérieur et intérieur, criblage..),</li><li>- il dispose de solutions de repli en cas de souci sur le process (réseau de partenaires de plateforme),</li><li>- les quantités de matières à traiter sont vues en amont via les contrats clients,</li><li>- les quantités de compost à faire partir sont vues avec les commerciaux pour que le lot de sortie parte rapidement.</li></ul> Le planning des opérations a été vu.  L'extraction transmise par l'exploitant concernant l'andain A113/22 montre qu'il a respecté la durée maximale de chaque étape du process.  Lors de la visite sur site, l'exploitant disposait d'un nombre d'andains inférieurs à ce qui lui est prescrit dans son arrêté préfectoral du 29 octobre 2019, à savoir 10 andains sous bâtiment et 10 andains en extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante : (...) — les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent a minima les valeurs limites définies à l'annexe II. (...)
<b>Constats :</b> Les effluents recueillis appelés lixiviats sont traités par un débourbeur-déshuileur avant d'être stockés dans un bassin de rétention.  Ils font l'objet d'analyses avant d'être épandus.  L'exploitant a remis une analyse réalisée sur ses effluents le 22 février 2022 ; les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Traitement biologique - compostage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paramètres de fonctionnement du procédé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :  « - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; « - rapport C/ N, taille des particules des déchets entrants ; « - mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus (la surveillance du taux d'humidité dans l'andain n'est pas applicable aux procédés confinés lorsque des problèmes sanitaires ou de sécurité ont été mis en évidence. Dans ce cas, il est possible de contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets dans l'unité de compostage confiné, puis de moduler ce taux à la sortie des déchets de l'unité de compostage confiné) ; « - dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain (par exemple, concentration d'O2 ou de CO2 dans l'andain, température des flux d'air en cas d'aération forcée) ; « - porosité, hauteur et largeur des andains. » [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de plusieurs logiciels de suivi :  - « My suivra » qui regroupe les natures, les origines des matières, les suivis analytiques et les analyses des composts, les mesures de matières sèches sur les déchets entrants et les produits de sortie (supérieur à 50%), - « Gest comp » qui gère la traçabilité, les différentes étapes du planning du process, les valeurs C/N font parties des données des déchets entrants, - « Quanturi » qui trace les relevés de températures prises pendant la phase de fermentation, la date du début et de fin de cette phase.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet